

Service Risques Naturels et Technologiques
Unité Départementale de la Corse-du-Sud
Centre administratif Paglia Orba
Lieu-dit : "La Croix d'Alexandre" - Route d'Alata
20090 Ajaccio

Ajaccio, le 04/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ANTARGAZ

LDT ASPRETTO
20090 Ajaccio

Références : SRNT/UD2A/EI/2026-048
Code AIOT : 0007300010

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/02/2026 dans l'établissement ANTARGAZ implanté LDT ASPRETTO 20090 Ajaccio. L'inspection a été annoncée le 16/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société ANTARGAZ a procédé au ré-examen quinquennal de son étude de dangers en application des articles L.515-39 et R.515-98 du code de l'environnement. A ce titre, il a produit et communiqué par courrier du 04 mars 2024, la notice de ré-examen, telle que requise dans l'avis du 8 février 2017 « relatif au ré-examen quinquennal des études de dangers des installations classées pour la protection de l'environnement de statut Seveso seuil haut », ainsi qu'une mise à jour de son étude de dangers révisée du 20 décembre 2024-rév 0 suite aux conclusions de la notice de réexamen.

En outre, en vertu des articles L.181-14 et R.181-46 II. du Code de l'environnement, l'exploitant adresse au préfet le 17 avril 2025, un porter à connaissance concernant l'accueil sur site de camions citernes GPL sont équipés d'une soupape.

Ces dossiers feront l'objet d'une instruction distincte du présent rapport.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ANTARGAZ
- LDT ASPRETTO 20090 Ajaccio
- Code AIOT : 0007300010
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le centre emplisseur exploité par la société ANTARGAZ à Ajaccio, lieu-dit "Aspretto", permet un approvisionnement en butane et propane "vrac" et en produits conditionnés (bouteilles) d'une clientèle constituée par les entreprises, les établissements publics (hôpitaux, maisons de retraite, écoles, cantines, salles de sport, etc...), les H.L.M. et les particuliers.

Le site, autorisé depuis 1954, est classé "SEVESO seuil haut" et réglementé par l'arrêté préfectoral n°07-0294 du 5 mars 2007 portant autorisation de poursuite d'exploitation.

Thèmes de l'inspection :

- Moyens de lutte contre l'incendie suite aux constats 2025
- La détection gaz (Fonction de sécurité, suivi et maintenance, test de fonctionnalité)
- Notice de réexamen, mise à jour EDD, PAC soupapes

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Délais ⁽¹⁾
1	Mesures Techniques et organisationnelles de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Moyens de défense contre l'incendie- MMR	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Moyens de défense contre l'incendie- MMR	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Moyens de défense contre l'incendie- Autres que MMR	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Plan d'opération interne	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Détection gaz – technologie et architecture	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 54 et 55	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Implantation des détecteurs-seuils sécurité et actions associées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 54 et 55	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	Détection gaz	Arrêté Ministériel du	Demande de justificatif à	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Délais ⁽¹⁾
	– Test des asservissements	04/10/2010, article 54	l'exploitant	
11	Etude de dangers	Code de l'environnement du 20/12/2020, article R 515-98	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de réception du présent rapport

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Détection gaz – fréquence et type de tests détecteurs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 54 et 55	Sans objet
10	Détection gaz – Procédure indisponibilité détecteurs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Ce contrôle n'a mis en évidence aucun écart majeur par rapport aux prescriptions examinées. Toutefois, il appartient à l'exploitant de prendre en considération les observations formulées par l'inspection et de transmettre, sous un délai n'excédant pas deux mois, les éléments de réponses accompagnés des justificatifs nécessaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesures Techniques et organisationnelles de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Liste MMR
Prescription contrôlée : [...] 5- Mesures de maîtrise des risques [...] Lorsqu'il ne figure pas dans l'étude de dangers, l'exploitant établit le document prévu au 6) du point I de l'annexe 3 avant le 1er janvier 2023. <u>Nota:</u> Point I-6) Annexe III "Document récapitulatif des mesures de maîtrise des risques figurant dans l'étude de dangers. » « Ce document indique a minima l'identification de la mesure en référence à l'étude de dangers, son objectif, son niveau de confiance, son efficacité, son action et les scénarios sur lesquels elle intervient, la cinétique de mise en œuvre de la réponse attendue, les critères de pérennité et, le cas échéant, les critères d'indépendance vis-à-vis des autres mesures de maîtrise des risques participant à la maîtrise du même phénomène dangereux.

Constats : Le document récapitulatif des MMR, communiqué à l'inspection préalablement au contrôle, est incomplet et non conforme aux dispositions du présent article. À titre non exhaustif : <ul style="list-style-type: none"> • Certaines MMR mentionnées dans l'étude de dangers ne figurent pas dans le document, notamment : <ul style="list-style-type: none"> ◦ Systèmes TALCO (ER 1.1, 1.2) ◦ Dispositifs de rupture FLIP FLAP (ER 4) ◦ Extincteurs et formation des agents (ER 11) • La cinétique de mise en œuvre ainsi que les critères de pérennité ne sont pas précisés pour chaque MMR.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant est tenu d'établir un document récapitulatif des MMR figurant dans son étude de danger, conforme aux dispositions du présent article.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Moyens de défense contre l'incendie- MMR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Programme et plan de surveillance
Prescription contrôlée : [...] <p>L'exploitant réalise un état initial des équipements techniques contribuant à ces mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité.</p> <p>A l'issue de cet état initial, il élabore un programme de surveillance des équipements contribuant à ces mesures de maîtrise des risques.</p> <p>L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, soit sur la base d'une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.</p> [...]
Constats : Sur la base de l'étude de dangers de référence d'août 2019 mise à jour en décembre 2024, les moyens de défense contre l'incendie suivants sont considérés comme des MMRI: <ul style="list-style-type: none"> - dispositifs fixes de refroidissement des camions citernes (couronnes aériennes d'arrosage aux postes de transfert) ; - dispositifs fixes de refroidissement des réservoirs de stockages aériens cylindriques (couronnes de pulvérisateurs à 10 l/m²/min sur chaque réservoir); - extincteurs. <p>L'exploitant a présenté le plan du réseau incendie (V3 d'octobre 2024).</p> <p>Les principaux moyens d'alimentation du réseau incendie sont constitués de 2 groupes motopompes (GMP) hydrauliques, d'un débit de 740 m³/h à 10 bar unitaire non redondants. Ces équipements pompent l'eau de mer via une crépine d'aspiration implantée sur le fond marin.</p> <p>Le réseau compte 3 chambres à vannes à volants déportés permettant la gestion de l'eau selon le sinistre à défendre.</p>

<p>Ces MMRI font l'objet d'un suivi par ANTARGAZ conformément à la procédure intitulée INS-032 " Contrôles et essais des groupes incendie thermiques et électriques - Réserve incendie"</p> <p>Chaque intervention est tracée dans la GMAO renseignée par le chef de centre, le contremaître ainsi que les deux mécaniciens de l'entreprise.</p> <p>Suite à l'audit du réseau incendie du site réalisé du 16 au 19 septembre 2024 (rapport technique SMC Corse n°CH52924/54924), l'exploitant a procédé au remplacement de l'ensemble des éléments des 3 chambres à vannes (canalisations et vannes), initialement en acier, par des éléments en inox.</p> <p>Par ailleurs, une consigne spécifique, référencée AJA-CP-001 du 03/03/2025, relative au rinçage à l'eau douce des canalisations du réseau incendie, a été mise en œuvre.</p> <p>La procédure INS-032 ne prévoit toutefois aucune modalité de surveillance spécifique des chambres à vannes, bien qu'elles constituent un organe essentiel dans la gestion de l'eau incendie du site. En outre, elle fixe à dix ans la fréquence de contrôle de la crépine d'aspiration située en pleine mer.</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant est tenu de justifier de l'absence de programme et de plan de surveillance dédiés aux chambres à vannes, ainsi que la pertinence d'une périodicité décennale pour le contrôle de la crépine d'aspiration en milieu marin.</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p> <p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 3 : Moyens de défense contre l'incendie- MMR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Dossier de suivi
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Pour chaque équipement ou ouvrage mentionné aux articles 3 à 7 et pour lequel un plan d'inspection et de surveillance est mis en place, l'exploitant élabore un dossier contenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'état initial de l'équipement ; - la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis ; - les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles ; - les interventions éventuellement menées. <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est aisément consultable lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées.</p> <p>Ce dossier peut constituer le dossier mentionné « au 3 de l'annexe I de l'arrêté du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier, du livre V du code de l'environnement ».</p> <p>[...]</p>

<p>Constats :</p> <p>L'inspection a examiné les modalités de suivi des deux GMP diesel ainsi que des organes de vannages du réseau incendie.</p> <p>S'agissant des deux GMP A et B, la procédure INS-032 (cf. point précédent) prévoit un essai de démarrage des groupes toutes les deux semaines ainsi qu'un essai de fonctionnement prolongé tous les ans. L'exploitant a présenté les rapports de visite d'entretien établis par la société MUTHEC.</p> <p>Les deux dernières visites de surveillance et de maintenance ont été effectués en juin 2024 et septembre 2025. La GMAO permet de tracer, pour chaque équipement, les essais de démarrage réalisés à fréquence bimensuelle. Le dernier essai enregistré a été effectué le 8 février dernier.</p> <p>S'agissant des organes de vannages du réseau, la procédure INS-032 ne prévoit pas de modalité de surveillance spécifique (cf. point précédent). L'exploitant indique que les vannes font l'objet de manœuvres régulières et de contrôles visuels notamment lors des exercices incendie ou encore lors des tests d'asservissement DG/DF semestriels. Toutefois, ces équipements ne sont pas intégrés dans la GMAO et les opérations de contrôle réalisées ne font pas l'objet d'une traçabilité formalisée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant précisera les raisons ayant conduit au non-respect de la fréquence de contrôle des GMP entre 2024 et 2025.</p> <p>En outre, les opérations de surveillance et de maintenance des organes de vannage, qui participent à la chaîne des barrières de sécurité des MMRI incendie, doivent être formalisées et tracées, notamment au sein de la GMAO du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Moyens de défense contre l'incendie- Autres que MMR

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.</p> <p>« L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>« Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les modalités de contrôles des moyens de défense incendie (autres que MMRI) sont reprises dans les procédures ANTARGAZ suivantes:</p> <p>- INS-032 " Contrôles et essais des groupes incendie thermiques et électriques - Réserve incendie"</p>

<p>- INS-046 "Contrôle des poteaux incendie"</p> <p>- INS-057 " Contrôle des lances incendie fixes"</p> <p>Les 4 lances monitors fixes font l'objet d'un contrôle portant sur le bon état et le délai d'arrosage à une fréquence semestrielle, ainsi que d'un contrôle approfondi annuel.</p> <p>Les 7 poteaux incendie normalisés alimentés par les moyens internes du site font l'objet d'un contrôle de bon fonctionnement à une fréquence annuelle.</p> <p>Ces vérifications sont enregistrées dans la GMAO.</p> <p>Les conditions de maintenance et de vérifications périodiques des deux RIA, des dispositifs fixes de refroidissement du hall d'emplissage et de la cabine de peinture ainsi que des équipements des armoires incendie ne sont pas formalisées. L'exploitant indique que les dispositifs fixes de refroidissement du hall d'emplissage sont contrôlés annuellement par mise sous pression de gaz inerte.</p> <p>Par ailleurs, le site dispose d'une rampe équipée de raccords pompiers à proximité de la lance monitor n°3. Cet équipement figure sur le plan du réseau incendie (V3 d'octobre 2024) mais n'est pas repris dans la liste des moyens de lutte contre l'incendie du site et ne fait l'objet d'aucun suivi. L'exploitant indique que ce dernier n'est plus utilisé et a été mis hors service.</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les opérations de maintenance, de vérifications périodiques ainsi que les conditions d'essais périodiques des deux RIA, des dispositifs fixes de refroidissement du hall d'emplissage et de la cabine de peinture ainsi que des équipements des armoires incendie doivent être formalisées, et tracées, notamment au sein de la GMAO du site.</p> <p>L'exploitant doit indiquer la situation précise de la rampe équipée de raccords pompiers à proximité de la lance monitor n°3 et prendre les mesures en conséquence. En particulier, son intégration dans le réseau de moyens de lutte contre l'incendie du site, assujettira l'équipement aux modalités de suivi du présent article. Le cas échéant, sa mise hors service sera signalée.</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p> <p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : Plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu du POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. <p>Le plan d'opération interne précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs</p>

<p>établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <p>- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.</p> <p>« L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le POI de référence, mis à jour en septembre 2024 (V2 d'août 2019), n'est pas conforme aux dispositions du présent article. En particulier, il ne comprend pas:</p> <p>- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur,</p> <p>- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux.</p> <p>S'agissant de la stratégie de prélèvements environnementaux en cas de sinistre, sur la base des modélisations et des polluants pris en compte dans la mise à jour de l'étude de dangers de décembre 2024, l'exploitant a retenu certaines substances de décomposition issues de l'incendie du stockage de bouteilles composites CALYPSO (HAP, COVs et Aldéhydes).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant est tenu de se doter de capacité de prélèvements et mesures dans l'air environnant pour toute activité susceptible de générer des substances présentant des risques sanitaires aigus significatifs ou des incommodités fortes perceptibles à grande distance.</p> <p>Le POI doit être mis en conformité avec les dispositions du présent article.</p> <p>L'exploitant veillera également à ce que les documents cartographiques intégrés au POI présentent une résolution suffisante afin d'en garantir la pleine lisibilité et l'exploitabilité opérationnelle.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 6 : Détection gaz – technologie et architecture

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 54 et 55</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, technologie des détecteurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 54</p> <p>A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.</p> <p>Il assure :</p> <p>-le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ;</p> <p>[...]</p> <p>Art 55</p> <p>[...]</p> <p>Les détecteurs, leur positionnement et leur nombre sont adaptés aux risques identifiés.</p> <p>L'exploitant tient à disposition les justificatifs de conception et dimensionnement du réseau de détecteurs.</p> <p>[...]</p>

<p>Constats :</p> <p>L'équipement est adapté aux gaz inflammables et calibré d'usine à 20% et 50% LIE de gaz hydrocarbure. L'ensemble des détecteurs est calibré pour la LIE du BUTANE majorante par rapport au PROPANE (1,8 contre 2,1%). Les seuils de sécurité et gammes de fonctionnement des capteurs apparaissent adaptées aux scénarios de l'EDD.</p> <p>Le réseau de détecteurs est directement raccordé à l'automate de sécurité certifié SIL 3, au moyen de deux modules CPU redondants assurant la disponibilité du système. L'ensemble des détecteurs déclenche les asservissements selon une logique 1oo1 (one out of one).</p> <p>La programmation ainsi que le verrouillage des alarmes de dépassement de seuil au sein de l'automate de sécurité sont réalisés par un prestataire externe. L'exploitant précise ne pas disposer des droits d'accès nécessaires pour modifier ces paramètres, ceux-ci étant exclusivement accessibles à l'automaticien du prestataire.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant est tenu de transmettre à l'inspection le rapport établi par le prestataire, attestant de la configuration réalisée et certifiant le verrouillage des alarmes aux seuils réglementaires requis.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 7 : Implantation des détecteurs- seuils sécurité et actions associées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 et 55</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, implantation détecteurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 54</p> <p>A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.</p> <p>Il assure :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ; <p>Art 55</p> <p>[...]</p> <p>A.-L'exploitant met en place un réseau de détecteurs tel que prévu dans son étude de dangers. Les détecteurs, leur positionnement et leur nombre sont adaptés aux risques identifiés. L'exploitant tient à disposition les justificatifs de conception et dimensionnement du réseau de détecteurs</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan d'implantation des détecteurs en date du 22 octobre 2024. Le site compte 26 détecteurs gaz correspondant au nombre défini dans l'EDD de décembre 2024. L'exploitant précise que le nombre et l'emplacement des détecteurs ont été définis selon:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les principes généraux de la "philosophie d'implantation" des détecteurs feu/gaz définie par ANTARGAZ (V3 du 22 avril 2009), - Le rapport relatif à "l'application des principes généraux d'implantation des détecteurs feu et gaz sur le site d'Ajaccio (2A)" du 31 mars 2010, <p>Ce rapport a conduit à une proposition de renforcement de la détection gaz (au niveau de la pomperie) portant le nombre total de détecteurs à 20.</p> <p>Le nombre de détecteurs en place, bien que supérieur à celui initialement prévu, ne correspond au</p>

nombre défini dans l'étude d'implantation de 2010. Des détecteurs complémentaires ont été positionnés au niveau du hall d'emplissage (GT21) ainsi que des caniveaux de canalisation GPL (GT 22 à 26), dans le cadre des travaux récents engagés au titre de la démarche de maîtrise des risques des installations.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Afin de pouvoir justifier de la performance globale du réseau de détection gaz, l'exploitant est tenu de vérifier la cohérence de l'implantation des nouveaux détecteurs (GT21 à GT26) avec la philosophie générale de Antargaz, au regard des caractéristiques propres aux installations et des cibles susceptibles d'être exposées en cas d'accident. L'exploitant devra en outre s'assurer que l'ensemble des détecteurs est clairement identifié sur le terrain et strictement conforme au plan d'implantation de référence.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Détection gaz – fréquence et type de tests détecteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 54 et 55
Thème(s) : Risques accidentels, fréquence et type de tests réalisés
Prescription contrôlée : Art 54 [...] B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant. Art 55 [...] L'exploitant tient à disposition les justificatifs de conception et dimensionnement du réseau de détecteurs. Il tient à jour, la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, détermine et met en œuvre les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant respecte les conditions de fonctionnement et d'entretien définies par le fabricant de ces détecteurs. Le déclenchement des détecteurs et les actions correctives ou préventives menées sont tracées.
Constats : Les opérations de maintenance et de test des détecteurs gaz sont décrites dans le document " Procédure de test de synchronisation des détecteurs gaz MSA" PT-01.1 Rév: 01. Les détecteurs font l'objet d'un contrôle semestriel par la société AUTOCHIM (contrôle des seuils de détection avec gaz étalon et étalonnage si nécessaire). L'entreprise ne réalise aucune vérification en interne. L'inspection a examiné la fiche de vie du GT n°12 situé dans la rétention des réservoirs mixtes, ainsi que les deux derniers rapports de contrôles des détecteurs réalisés par l'entreprise AUTOCHIM, en dates du 03 juin 2025 et 01 décembre 2025. Les rapports précisent les capteurs étalonnés lors du contrôle et concluent au bon fonctionnement des 26 détecteurs gaz. Lors de ces opérations de vérification, la boucle d'asservissement est neutralisée par consignation au niveau du TGBT (shunt temporaire).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Détection gaz – Test des asservissements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, Test des asservissements- Chaine MMRI
Prescription contrôlée : Art 54 A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques. Il assure : - le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ; [...] B. - L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant. [...]
Constats : L'exploitant fait procéder annuellement, par la société AUTOCHIM, à un test de la boucle DG jusqu'à l'automate de sécurité. Durant l'essai, un opérateur au bureau de supervision constate le déclenchement des alarmes sonore et visuelle aux dépassements des seuils (20% puis 50% LIE). Le dernier rapport en date du 01 décembre 2025 conclue au bon fonctionnement des détecteurs ainsi que de la remontée d'alarme. Le système est dit "opérationnel". Ce contrôle concourant à la garantie de bon fonctionnement de certains équipements de sécurité d'une chaîne de maîtrise des risques n'est pas formalisé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les opérations de vérifications périodiques ainsi que les conditions d'essais périodiques de la boucle DG doivent être formalisées dans une procédure, et tracées, notamment au sein de la GMAO du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Détection gaz– Procédure indisponibilité détecteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, Procédure indisponibilité détecteurs
Prescription contrôlée : Art 54 [...] L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.

<p>Constats :</p> <p>L'instruction nationale ANTARGAZ intitulée INS-019 "Marches dégradées prédéfinies" est présentée à l'inspection. Ce document définit les mesures compensatoires à mettre en œuvre en cas de situations dégradées identifiées sur les sites du groupe. Sont notamment visées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la défaillance d'un ou de plusieurs détecteurs gaz ; - la défaillance des système de traitement participant à la fonction de sécurité (automate); <p>En cas d'indisponibilité ou dévire d'un ou de plusieurs détecteurs au sein d'une même zone, l'exploitant est notamment tenu de déployer une balise mobile de détection gaz en mesure compensatoire. L'inspection a constaté la présence, sur le site d'Ajaccio, de 3 balises de détection gaz mobile faisant l'objet de contrôles périodiques. sur le site d'ANTARGAZ Ajaccio.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Étude de dangers

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 20/12/2020, article R 515-98</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Mise à jour</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]II.-L'étude de dangers fait l'objet d'un réexamen sous la forme d'une notice au moins tous les cinq ans et d'une révision, si nécessaire.</p> <p>Lors du réexamen, l'exploitant recense également les technologies éprouvées et adaptées qui, à coût économiquement acceptable, pourraient permettre une amélioration significative de la maîtrise des risques, compte tenu de l'environnement du site. Il les hiérarchise en fonction, notamment, de la probabilité, de la gravité et de la cinétique des accidents potentiels qu'elles contribueraient à éviter et de leur coût rapporté au gain en sécurité attendu. Il se prononce sur les technologies qu'il retient et précise le délai dans lequel il les met en œuvre.</p> <p>L'étude de dangers est, par ailleurs, réalisée ou réexaminée et, le cas échéant, révisée : 1° Dans un délai raisonnable :</p> <p>a) Avant la mise en service d'un nouvel établissement relevant du régime défini à la présente sous-section ; b) Avant la mise en œuvre de modifications d'installations ou d'activités entraînant un changement de l'inventaire des substances dangereuses d'un établissement ayant pour conséquence de le faire entrer dans le régime défini à la présente sous-section ; c) Avant la réalisation de modifications pouvant avoir des conséquences importantes sur le plan des dangers liés aux accidents majeurs ;[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La mise à jour de l'étude de dangers révisée du 20 décembre 2024-rév 0, suite aux conclusions de la notice de réexamen de mars 2024, prend en compte les risques liés aux stockages de bouteilles GPL selon le guide INERIS, février 2019 intitulé "Guide pour la prise en compte des dépôts logistiques de bouteilles de GPL dans les études de dangers". L'exploitant a déterminé les conditions de stockage des bouteilles de GPL dans le centre en fonction des potentiels de dangers associés, et établi un plan général des différents îlots. Ce document est insuffisamment précis et ne permet pas d'identifier la catégorie et les conditions de stockage des RAPT.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le plan général des stockages de RAPT doit détailler la catégorie ainsi que les conditions de stockage de chaque îlot de GPL, conformément à l'évaluation des risques reprise dans la mise à jour de l'étude de dangers de décembre 2024. Afin de garantir en permanence le respect des règles d'implantation, les îlots de stockage sont délimités et matérialisés au sol.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>